Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 114° — Numero 325

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Mercoledì, 19 dicembre 1973 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 21.000 - Semestrale L. 11.000 - Trimestrale L. 6.000 - Un fascicolo L. 100 - Supplementi ordinari: L. 100 per ogni sedicesimo o frazione di esso - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 16.000 - Semestrale L. 9.000 - Trimestrale L. 5.000 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato
I fascicoli disguidati devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra); BOLOGNA, Strada Maggiore, 23/A e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Libreria dello Stato — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze, Genova e Bologna possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

REGIONI

SUPPLEMENTI STRAORDINARI

SUPPLEMENTO ALLA « GAZZETTA UFFICIALE » N. 325 DEL 19 DICEMBRE 1973:

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL CATASTO E DEI SERVIZI TECNICI ERARIALI

Prospetto dei dati integrativi di tariffa del nuovo catasto edilizio urbano per alcuni comuni della provincia di Nuoro.

(12457)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 15 novembre 1973, n. **795.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo europeo sull'istruzione e formazione delle infermiere, adottato a Strasburgo il 25 ottobre 1967.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo europeo sull'istruzione e formazione delle infermiere, con allegati, adottato a Strasburgo il 25 ottobre 1967.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 5 dell'accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 15 novembre 1973

LEONE

RUMOR — MORO — MALFATTI — BERTOLDI — GUI

Visto, *il Guardasigilli:* ZAGARI

ALLEGATO

Accord européen sur l'instruction et la formation des infirmières

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent accord,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres, afin notamment de favoriser le progrès social et de promouvoir le bien-être de leurs populations au moyen de réalisations appropriées;

Vu les conventions visant ce but qui ont déjà été conclues dans le cadre du Conseil, notamment la Charte sociale européenne, signée le 18 octobre 1961, et la convention européenne d'établissement, signée le 13 décembre 1955;

Convaincus que la conclusion d'un accord régional sur l'harmonisation de l'instruction et de la formation des infirmières peut favoriser le progrès social et peut assurer une haute qualification des infirmières, susceptible de leur permettre de s'établir sur le territoire des autres Parties contractantes sur un pied d'égalité avec les ressortissantes de celles-ci;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir des normes minimales en la matière,

Sont convenus ce qui suit:

Article 1er

1. Chaque Partie contractante mettra en application ou, si la formation des infirmières n'est pas placée sous son contrôle direct, recommandera à l'autorité compétente de mettre en application les dispositions concernant l'instruction et la formation des infirmières qui figurent à l'annexe I au présent accord.

2. Aux fins du présent accord, le terme d'infirmière désigne exclusivement les infirmières ou infirmiers en soins généraux. Sont exclues les infirmières dont la formation est limitée aux domaines de la santé publique, aux soins aux nourrissons et aux enfants malades, aux soins obstétricaux et aux soins aux malades mentaux.

Article 2

Chaque Partie contractante communiquera au Secrétaire général du Conseil de l'Europe une liste des autorités ou autres organismes habilités à attester que les infirmières ont atteint un niveau d'instruction et de formation correspondant au moins aux normes déterminées dans l'annexe I au présent accord.

Article 3

1. Après l'entrée en vigueur de présent accord conformément à l'article 4, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe siégeant dans sa composition réduite aux représentants des Parties Contractantes, est habilité à poursuivre l'élaboration des dispositions contenues dans l'annexe I à l'accord, en fonction de l'évolution intervenue dans ce domaine.

2. Toute modification ou extension des dispositions de l'annexe I qui aura été approuvée à l'unanimité par le Comité des Ministres visé au paragraphe précédent, sera notifiée par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe aux Parties contractantes et entrera

en vigueur trois mois après la date à laquelle le Secrétaire général aura été avisé par le Parties contractantes qu'elles approuvent la modification ou l'extension.

Article 4

1. Le présent accord est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui peuvent y devenir Parties par:

(a) la signature sans réserve de ratification ou d'acceptation, ou

(b) la signature sous réserve de ratification ou d'acceptation, suivie de ratification ou d'acceptation.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Article 5

1. Le présent accord entrera en vigueur trois mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil seront devenus Parties à l'accord conformément aux dispositions de l'article 4.

2. Pour tout Etat membre qui le signera ultérieurement sans réserve de ratification ou d'acceptation, ou le ratifiera ou l'acceptera, l'accord entrera en vigueur trois mois après la date de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 6

1. Après l'entrée en vigueur du présent accord, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer au présent accord.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 7

1. Toute Partie contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer faire usage de l'une ou plusieurs réserves figurant à l'annexe II au présent accord.

2. Toute Partie contractante peut retirer, en tout ou en partie, une réserve formulée par Elle, en vertu du paragraphe précédent, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

Article 8

Les annexes au présent accord en font partie intégrante.

Article 9

1. Toute Partie contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent accord.

2. Toute Partie contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application du présent accord par déclaration adressée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont Elle assure les relations internationales ou pour lequel Elle est habilitée à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 10 du présent accord.

Article 10

1. Le présent accord demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent accord en adressant une notification au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire général.

Article 11

Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente convention:

(a) toute signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;

(b) toute signature sous réserve de ratification ou d'acceptation;

(c) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

(d) toute date d'entrée en vigueur des modifications ou extensions visées au paragraphe 2 de l'article 3;

(e) toute date d'entrée en vigueur du présent accord conformément à son article 5;

(f) toute communication reçue en application des dispositions de l'article 2;

(g) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 7;

(h) toute déclaration reçue en application des dispositions de l'article 9;

(i) toute notification recue en application des dispositions de l'article 10 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

FAIT à Strasbourg, le 25 octobre 1967, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:
M. WARBERG

Pour le Gouvernement de la République française (*sous réserve d'approbation*) (*Strasbourg, le* 30 *novembre* 1967):
C. BONFILS

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne (*Sous réserve de ratification ou d'acceptation*):
H. NORTHE

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce (sous réserve de ratification ou d'acceptation):
B. VITSAXIS

Pour le Gouvernement de la République islandaise:

Pour le Gouvernement d'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République italienne (sous réserve de ratification ou d'acceptation) (Strasbourg, le 6 novembre 1968):
A. ASSETTATI

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:

Pour le Gouvernement de Malte (sous réserve de ratification ou d'acceptation) (Strasbourg, le 7th may 1968):
G. BORG OLIVIER

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse (sous réserve de ratification ou d'acceptation) (Strasbourg, le 25 septembre 1968):
D. GAGNEBIN

Pour le Gouvernement de la République turque (sous réserve de ratification ou d'acceptation) (Strasbourg, le 11 septembre 1968):
E. DERINGIL

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord (Strasbourg, 21st December 1967):
E.B. BOOTHBY

ANNEXE I

NORMES MINIMALES POUR L'INSTRUCTION ET LA FORMATION DES INFIRMIERES

Chapitre I

DÉFINITION DES FONCTIONS DE L'INFIRMIÈRE EN SOINS GÉNÉRAUX

1. L'infirmière en soins généraux exerce, conformément à la réglementation en vigueur dans son pays, les fonctions essentielles suivantes:

(*a*) dispenser des soins infirmiers compétents aux personnes dont l'état le requiert, compte tenu des besoins physiques, affectifs et spirituels du malade en milieu hospitalier, au foyer, à l'école, au lieu de travail, etc.;

(*b*) observer les situations ou conditions physiques et affectives qui exercent un effet important sur la santé, et communiquer ces observations aux autres membres de l'équipe sanitaire;

(*c*) former et guider le personnel auxiliaire nécessaire pour répondre aux besoins du service infirmier de toute institution de santé.

2. Dans ce rôle, l'infirmière doit juger à tout moment des soins infirmiers dont chaque malade a besoin et lui affecter le personnel correspondant.

Chapitre II

NIVEAU D'INSTRUCTION A EXIGER DES CANDIDATES AUX ÉCOLES D'INFIRMIÈRES

Les candidates aux études d'infirmières doivent normalement être d'un niveau intellectuel et culturel correspondant au moins à celui de la dixième année d'enseignement général. En conséquence, elles devraient posséder un titre scolaire sanctionnant un tel cycle d'études ou bien avoir satisfait à un examen officiel d'admission qui soit d'un niveau équivalent.

Chapitre III

DURÉE ET CONTENU DU PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT

Le nombre d'heures de l'enseignement infirmier de base doit être fixé au minimum à 4.600. La proportion à consacrer à l'enseignement clinique (stages) (voir B. ci-après) doit représenter au moins la moitié du temps consacré à l'enseignement total. Toutefois, le nombre d'heures de cours théoriques et techniques (voir A. ci-après) ne doit pas être inférieur au tiers du temps consacré à l'ensemble de la formation.

A. *Enseignement théorique et technique*

L'enseignement doit porter sur tous les aspects des soins infirmiers, y compris la prévention de la maladie, l'éducation sanitaire, l'usage et l'action des médicaments et les problèmes alimentaires et diététiques, la réadaptation, ainsi que sur les soins de première urgence, la réanimation et la théorie de la transfusion sanguine.

L'enseignement théorique et technique e l'enseignement clinique doivent être coordonnés.

Les matières à inclure au programme peuvent être groupées sous deux rubriques:

1. Soins infirmiers
   — Orientation et éthique professionnelles;
   — Principes généraux de santé et de soins infirmiers;
   — Principes des soins infirmiers en matière de:
   médecine générale et spécialités médicales,
   chirurgie générale et spécialités chirurgicales,
   puériculture et pédiatrie,
   hygiène et soins à la mère et au nouveau-né,
   santé mentale et psychiatrie,
   soins aux personnes âgées et gériatrie.

2. Sciences fondamentales
   — Anatomie et physiologie;
   — Pathologie générale;
   — Bactériologie, virologie et parasitologie;
   — Biophysique et biochimie;
   — Hygiène:
   prophylaxie,
   éducation sanitaire.
   — Sciences sociales:
   sociologie,
   psychologie,
   principes d'administration,
   principes d'enseignement,
   législation sociale et sanitaire,
   aspects juridiques de la profession.

B. *Enseignement infirmier clinique (stages)*

L'enseignement clinique doit porter sur tous les aspects du rôle de l'infirmière en matière de soins infirmiers, y compris la prévention de la maladie, l'éducation sanitaire, ainsi que les soins de première urgence, de réanimation et de transfusion sanguine.

Il doit comprendre:

— Médecine générale et spécialités médicales;
— Chirurgie générale et spécialités chirurgicales;
— Soins aux enfants et pédiatrie;

— Hygiène et soins à la mère et au nouveau-né;
— Santé mentale et psychiatrie (si possible en service spécialisé);
— Soins aux personnes âgées et gériatrie.

En déterminant les terrains de stage, il doit être tenu compte des facteurs suivants:

1. L'ensemble de l'enseignement pratique des soins infirmiers doit avoir une valeur éducative, c'est pourquoi:

— il doit y avoir un personnel qualifié suffisamment nombreux pour assurer une qualité satisfaisante des soins infirmiers;

— il doit exister des conditions satisfaisantes en matière de locaux et de matériel, utilisés pour les soins aux malades.

2. Dans tous les services dans lesquels les élèves infirmières sont affectées au cours de leur formation pratique, il doit y avoir, à tout moment, au moins une infirmière diplômée qui puisse assurer la surveillance, et suffisamment de personnel d'autres catégories pour éviter que l'étudiante se voie confier des tâches sans valeur éducative pour elle.

3. Les infirmières diplômées des services agréés comme terrain de stage doivent concourir à la surveillance et à la formation des élèves placées sous la responsabilité des monitrices de l'école.

Chapitre IV
CONDITIONS CONCERNANT L'ORGANISATION DES ÉCOLES D'INFIRMIÈRES

Afin que le programme proposé pour la formation d'infirmières soit exécuté d'une façon adéquate, l'organisation et le fonctionnement de l'école doivent satisfaire certaines conditions, à savoir:

A. *Direction de l'école d'infirmières*

La Direction de l'école doit être confiée à un médecin ou à une infirmière, compétents en matière d'enseignement et d'administration.

B. *Personnel enseignant*

L'enseignement doit être confié à des professeurs qualifiés: médecins, infirmières et spécialistes des diverses disciplines. Chaque école doit avoir, parmi son personnel, au moins une infirmière diplômée ayant reçu une formation d'une année au moins qui l'a qualifiée pour l'enseignement de la profession d'infirmière.

C. *Finances de l'école*

Les crédits disponibles pour faire face aux dépenses directement imputables à la formation des infirmières, par exemple les appointements des instructeurs et le coût du matériel d'enseignement, doivent être facilement identifiables.

Chapitre V
SANCTIONS DES ÉTUDES

A. Il devra être établi pour chaque élève un « carnet de scolarité » dont l'authenticité est garantie par l'autorité compétente et comportant:

— l'énumération des stages effectués;
— les résultats des épreuves et examens;
— une appréciation sur les aptitudes personnelles et professionnelles que l'élève aura montrées pendant ses études.

B. L'examen final doit comporter des épreuves écrites, pratiques et orales, et sa réussite devrait être certifiée par la délivrance d'un document approprié.

ANNEXE II

Chacune des Parties contractantes peut déclarer qu'Elle se réserve:

(1) de déroger aux dispositions du chapitre II de l'annexe I en prévoyant que les candidates pourront être d'un niveau intellectuel et culturel correspondant à huit années d'enseignement général;

(2) de déroger aux dispositions du chapitre II de l'annexe I en prévoyant que les candidates pourront ne pas être en possession d'un titre scolaire;

(3) de déroger aux dispositions du chapitre III de l'annexe I en prévoyant un nombre d'heures de cours théoriques et techniques différent de celui prévu dans ce chapitre;

(4) de déroger aux dispositions du chapitre III de l'annexe I:

(i) en retenant comme sujets facultatifs du programme et de la formation pratique, les services de maternité, la santé mentale et la psychiatrie, et les soins aux personnes âgées et la gériatrie, ou

(ii) en ne faisant pas porter l'enseignement clinique sur la santé mentale et la psychiatrie.

RECOMMANDATIONS

I. *Age minimum requis pour l'admission aux écoles d'infirmières*

L'âge minimum pour l'admission aux écoles d'infirmières ne paraît pas devoir être fixé de façon rigoureuse. Dans les pays où le programme comporte des sujets d'instruction générale, l'âge d'entrée dans les écoles d'infirmières est beaucoup plus bas que lorsque ces connaissances sont exigées au départ. De plus, la maturité est fonction des conditions sociales et climatiques.

D'une façon générale, les élèves ne devraient pas entrer en contact avec les malades et le milieu hospitalier avant un âge compris entre 17 et 19 ans selon les pays.

II. *Niveau d'instruction à exiger des candidates aux écoles d'infirmières* (cf. accord, annexe I, chap. II)

La durée de dix années d'enseignement général n'est pas obligatoire pour autant qu'un enseignement d'une moindre durée permette de parvenir au même niveau intellectuel et culturel.

III. *Durée et contenu du programme d'enseignement* (cf. accord, annexe I, chap. III, premier par.)

Si le nombre total d'heures de l'enseignement se trouve être supérieur à 4.600, les proportions indiquées doivent être respectées par rapport au minimum horaire retenu.

IV. *Terrain de stage* (cf. accord, annexe I, chap. III, B)

(*a*) Les terrains de stage doivent être proposés par le directeur de l'école et agréés dans chaque pays par l'autorité compétente.

(*b*) L'enseignement pratique doit être organisé par le directeur de l'école et placé sous la surveillance des monitrices de l'école.

(*c*) La disposition figurant au n° 2 et prévoyant « suffisamment de personnel d'autres catégories pour éviter que l'étudiante se voie confier des tâches sans valeur éducative pour elle », a pour but de garantir que les élèves infirmières ne seront pas employées à des travaux n'entrant pas dans le cadre de leur enseignement et devant être confiés à une autre catégorie de personnel.

(*d*) Dans la mesure du possible, les infirmières visées au n° 3 doivent avoir reçu une formation pédagogique concernant l'enseignement des soins et de l'administration.

(*e*) Doivent également être pris en considération:

— le nombre des malades,

— la variété des cas cliniques présentés par les malades,

— l'organisation des services,

— l'existence d'un enseignement périodique en cours d'emploi pour le personnel infirmier,

— le nombre limite d'élèves fixé pour chaque service,

— les méthodes pédagogiques utilisées.

V. *Conditions concernant l'organisation des écoles d'infirmières* (cf. accord, annexe I, chap. IV)

(*a*) Direction de l'école d'infirmières

La direction de l'école doit normalement être assistée et conseillée par un organe composé d'infirmières préparées pour l'enseignement infirmier et de représentants d'autres disciplines telles que médecine, éducation générale, administration, sciences sociales.

(*b*) Personnel enseignant

La coordination de l'enseignement théorique et pratique dans son application doit être confiée à des monitrices. La monitrice est une infirmière educatrice formée en vue de dispenser l'enseignement théorique et pratique et d'assurer la surveillance des stages cliniques. Elle contribue à l'éducation et à la formation professionnelle des étudiants. Le rapport entre le nombre de monitrices et celui des élèves doit être tel qu'il permette d'assurer un enseignement et un encadrement adéquats. Le nombre de 15 élèves par monitrice semble pouvoir être proposé.

(*c*) Aménagement de l'école

Des locaux suffisamment spacieux seront prévus pour le nombre d'élèves à l'école, comprenant: salles de cours et de démonstration, petites salles pour le travail de groupe, bibliothèque et laboratoire. Des bureaux individuels devraient être prévus pour la direction et le personnel enseignant employé à plein temps.

(*d*) Matériel didactique

L'équipement devrait être tel qu'il permette un large emploi des méthodes modernes d'enseignement. Une importance particulière sera attachée à l'emploi du matériel audio-visuel.

VI. *Documents à présenter par l'infirmière*

A. Un titre (diplôme, certificat ou autre) validé par le gouvernement du pays dans lequel il est délivré ou par l'autorité de ce pays chargée d'en garantir l'authenticité.

B. Un extrait du carnet de scolarité.

Cet extrait comporte:

— l'état civil,

— les stages effectués,

— les résultats obtenus.

C. Une attestation des connaissance linguistiques.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.

Accordo europeo sull'istruzione e la formazione delle infermiere

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente accordo,

Considerato che scopo del Consiglio d'Europa è il raggiungimento di una più stretta unione fra gli Stati membri al fine di favorire il progresso sociale e di promuovere il benessere delle loro popolazioni mediante apposite realizzazioni;

Viste le convenzioni miranti a tale scopo già concluse nell'ambito del Consiglio, ed in particolare lo Statuto sociale europeo, firmato il 18 ottobre 1961, e la convenzione europea di stabilimento, firmata il 13 dicembre 1955;

Convinti che la conclusione di un accordo regionale sull'armonizzazione dell'istruzione e della formazione delle infermiere potrà favorire il progresso sociale e garantire un elevato grado di qualificazione alle infermiere, tale da permettere loro di potersi stabilire nel territorio delle altre Parti contraenti alle stesse condizioni dei cittadini di dette Parti;

Considerato che in tale materia è necessario fissare un minimo di norme comuni;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

1. Ogni Parte contraente dovrà attuare o, se la formazione delle infermiere non è effettuata sotto il suo diretto controllo, raccomandare all'autorità competente di attuare le disposizioni relative alla istruzione e alla formazione delle infermiere di cui all'allegato I del presente accordo.

2. Agli effetti del presente accordo, il termine « infermiera » sta ad indicare esclusivamente le infermiere o gli infermieri professionali. Sono escluse le infermiere la cui formazione è limitata al campo della salute pubblica, alla cura dei neonati e dei bambini malati, all'ostetricia e alla cura dei malati di mente.

Articolo 2

Ogni Parte contraente comunicherà al Segretario generale del Consiglio d'Europa un elenco delle autorità o degli altri organismi autorizzati ad attestare che le infermiere hanno raggiunto un livello di istruzione e di formazione almeno corrispondente alle norme di cui all'allegato I del presente accordo.

Articolo 3

1. Dopo l'entrata in vigore del presente accordo in conformità dell'articolo 4, al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa, riunito al livello dei rappresentan-

ti delle Parti contraenti, competerà l'ulteriore elaborazione delle disposizioni contenute nell'allegato I dell'accordo, in funzione dell'evoluzione raggiunta in questo campo.

2. Ogni modifica o estensione delle disposizioni dell'allegato I che sarà stata approvata all'unanimità dal Comitato dei Ministri, di cui al precedente paragrafo, verrà notificata alle Parti contraenti dal Segretario generale del Consiglio d'Europa ed entrerà in vigore tre mesi dopo la data in cui il Segretario generale del Consiglio d'Europa avrà ricevuto dalle Parti contraenti la notifica della loro approvazione della modifica o dell'estensione.

Articolo 4

1. Il presente accordo è aperto alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa che possono parteciparvi mediante:

a) firma senza riserva di ratifica o di accettazione, o

b) firma con riserva di ratifica o di accettazione, seguita dalla ratifica o dall'accettazione.

2. Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 5

1. Il presente accordo entrerà in vigore tre mesi dopo la data alla quale tre Stati membri del Consiglio saranno divenuti, in base alle disposizioni dell'articolo 4, Parti dell'accordo.

2. Per quanto concerne ogni Stato membro che firmerà successivamente senza riserva di ratifica o di accettazione, o che ratificherà o accetterà l'accordo, esso entrerà in vigore tre mesi dopo la data della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica o di accettazione.

Articolo 6

1. Dopo l'entrata in vigore del presente accordo, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare ogni altro Stato non membro del Consiglio ad aderirvi.

2. L'adesione si effettuerà mediante il deposito presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa di uno strumento di adesione che avrà efficacia tre mesi dopo la data del deposito stesso.

Articolo 7

1. Ogni Parte contraente potrà, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, dichiarare di fare uso di una o più riserve di cui all'allegato II del presente accordo.

2. Ogni Parte contraente potrà ritirare, totalmente o in parte, qualsiasi riserva da essa formulata in base al paragrafo precedente, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa, la quale avrà efficacia a partire dalla data in cui sarà stata ricevuta.

Articolo 8

Gli allegati al presente accordo ne costituiscono parte integrante.

Articolo 9

1. Ogni Parte contraente potrà, all'atto della firma o del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, indicare il territorio o i territori ai quali il presente accordo sarà applicato.

2. Ogni Parte contraente potrà, all'atto del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, oppure in qualunque altra data successiva, estendere, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa, l'applicazione del presente accordo a ogni altro territorio indicato nella dichiarazione e delle cui relazioni internazionali detta Parte sia responsabile o per il quale essa sia autorizzata a stipulare.

3. Qualsiasi dichiarazione fatta in base al paragrafo precedente, potrà, per quel che riguarda ogni territorio citato in essa, essere ritirata alle condizioni previste dall'articolo 10 del presente accordo.

Articolo 10

1. Il presente accordo resterà in vigore a tempo indeterminato.

2. Ogni Parte contraente potrà, per quel che la riguarda, denunciare il presente accordo indirizzando una notifica al Segretario generale del Consiglio d'Europa.

3. Tale denuncia avrà efficacia sei mesi dopo la data del ricevimento della notifica da parte del Segretario generale.

Articolo 11

Il Segretario generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio e ad ogni altro Stato aderente al presente accordo:

a) ogni firma senza riserva di ratifica o di accettazione;

b) ogni firma con riserva di ratifica o di accettazione;

c) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di adesione;

d) ogni data di entrata in vigore delle modifiche o delle estensioni previste dal paragrafo 2 dell'articolo 3;

e) ogni data di entrata in vigore del presente accordo in base all'articolo 5;

f) ogni comunicazione ricevuta in conformità delle disposizioni dell'articolo 2;

g) ogni ratifica ricevuta in base alle disposizioni dell'articolo 7;

h) ogni dichiarazione ricevuta in base alle disposizioni dell'articolo 9;

i) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 10 e la data a partire dalla quale la denuncia avrà efficacia.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti plenipotenziari, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato il presente accordo.

FATTO a Strasburgo, il 25 ottobre 1967, nelle lingue francese ed inglese, entrambi i testi facenti egualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia conforme ad ogni Stato firmatario o aderente.

(*seguono le firme*)

ALLEGATO I

NORME MINIME PER L'ISTRUZIONE E LA FORMAZIONE DELLE INFERMIERE

Capitolo I

DEFINIZIONE DELLE FUNZIONI DELL'INFERMIERA PROFESSIONALE

1. L'infermiera professionale esercita, in conformità della legislazione nazionale, le seguenti funzioni essenziali:

a) prodigare negli ospedali, a domicilio, nelle scuole nei luoghi di lavoro, ecc. un'assistenza infermieristica competente alle persone il cui stato di salute lo richieda, tenuto conto delle loro esigenze fisiche, affettive e spirituali;

b) osservare le condizioni o gli stati fisici od emotivi che provocano importanti ripercussioni sulla salute, e comunicare tali osservazioni agli altri membri del gruppo sanitario;

c) formare e guidare il personale ausiliario necessario per rispondere alle esigenze del servizio di qualsiasi istituzione sanitaria.

2. In tal veste, l'infermiera dovrà sempre valutare le cure infermieristiche necessarie ad ogni ammalato ed assegnare il personale occorrente.

Capitolo II

LIVELLO D'ISTRUZIONE RICHIESTO ALLE CANDIDATE PER ESSERE AMMESSE ALLE SCUOLE PER INFERMIERE

Le candidate alle scuole per infermiere dovranno, di norma, aver raggiunto un livello intellettuale e culturale corrispondente almeno al decimo anno di insegnamento generale.

Di conseguenza, esse dovranno possedere un titolo scolastico attestante il compimento di detto ciclo di studi, o aver superato un esame ufficiale di ammissione di livello equivalente.

Capitolo III

DURATA E MATERIE DEL PROGRAMMA DI INSEGNAMENTO

Il numero di ore di insegnamento infermieristico di base deve essere fissato a un minimo di 4.600. Almeno metà di detto tempo dovrà essere dedicato alla pratica ospedaliera (vedere il seguente punto B). Tuttavia, il numero delle ore destinato ai corsi teorici e tecnici (vedere il seguente punto A) non deve essere inferiore ad un terzo del tempo dedicato allo svolgimento del programma totale.

A. *Istruzione teorica e tecnica*

L'insegnamento deve comprendere tutti gli aspetti delle cure infermieristiche, compresa la prevenzione delle malattie, l'istruzione sanitaria, l'uso e l'azione dei medicinali ed i problemi alimentari e dietetici, il riadattamento, nonché le cure di pronto soccorso, la rianimazione e la teoria della trasfusione del sangue.

L'insegnamento teorico e tecnico e l'istruzione clinica devono essere coordinati.

Le materie d'insegnamento da includere nel programma possono suddividersi in due gruppi:

1. Cure infermieristiche:

— Orientamento e etica professionale;

— Nozioni generali di igiene e di cure infermieristiche nel campo della:

medicina generale e specialità mediche,
chirurgia generale e specialità chirurgiche,
puericultura e pediatria,
igiene e profilassi della puerpera e del neonato,
igiene mentale e psichiatria,
assistenza alle persone anziane e geriatria.

2. Scienze fondamentali:

— Anatomia e fisiologia;

— Patologia generale;

— Batteriologia, virologia e parassitologia;

— Biofisica e biochimica;

— Igiene:
profilassi,
istruzione sanitaria;

— Scienze sociali:
sociologia,
psicologia,
principi amministrativi,
principi di insegnamento,
legislazione sociale e sanitaria,
aspetti giuridici della professione.

B. *Insegnamento clinico per infermiere* (*pratica ospedaliera*)

L'insegnamento clinico deve vertere su tutti gli aspetti del ruolo dell'infermiera in materia di assistenza infermieristica, incluse la prevenzione delle malattie, l'istruzione sanitaria, nonché le cure di pronto soccorso, di rianimazione e di trasfusione del sangue.

Esso deve comprendere:

— Medicina generale e specialità mediche;

— Chirurgia generale e specialità chirurgiche;

— Puericultura e pediatria;

— Igiene e profilassi della puerpera e del neonato;

— Igiene mentale e psichiatria (possibilmente nei reparti specializzati);

— Assistenza alle persone anziane e geriatria.

Nella scelta dei settori in cui dovrà svolgersi la pratica ospedaliera, si deve tener conto dei seguenti fattori:

1. L'insieme dell'insegnamento pratico infermieristico deve avere valore educativo, per cui:

— deve disporsi di personale qualificato in numero sufficiente per garantire un livello soddisfacente di cure infermieristiche;

— devono esistere condizioni soddisfacenti per quel che concerne i locali ed il materiale da utilizzare per la cura dei malati.

2. In tutti i reparti presso i quali le allieve infermiere sono assegnate nel corso della loro formazione pratica, dovrà essere presente in ogni momento almeno un'infermiera diplomata che possa assicurare la sorveglianza, nonché il personale di altre categorie in numero sufficiente onde evitare che all'allieva vengano affidate mansioni prive di valore educativo.

3. Le infermiere diplomate che verranno assegnate ai reparti abilitati alla tenuta di corsi pratici, debbono concorrere alla sorveglianza ed alla formazione delle allieve poste sotto la responsabilità delle istruttrici.

Capitolo IV

REQUISITI PER L'ORGANIZZAZIONE DELLE SCUOLE PER INFERMIERE

Affinché il programma proposto per la formazione delle infermiere venga svolto in modo adeguato, l'organizzazione e il funzionamento della scuola debbono soddisfare le seguenti condizioni:

A. *Direzione della scuola per infermiere*

La direzione della scuola deve essere affidata ad un medico o ad un'infermiera, competenti nel campo dell'insegnamento e dell'amministrazione.

B. *Corpo insegnante*

L'insegnamento deve essere affidato ad insegnanti qualificati: medici, infermiere e specialisti nelle varie discipline. Il personale di ogni scuola deve comprendere almeno un'infermiera diplomata che abbia seguito non meno di un anno di formazione che l'abbia abilitata all'insegnamento alle infermiere.

C. *Finanziamento della scuola*

I crediti disponibili per far fronte alle spese direttamente imputabili alla formazione delle infermiere, quali ad esempio gli stipendi degli insegnanti e il costo del materiale d'insegnamento, devono essere chiaramente individuabili.

Capitolo V

CONTROLLO DEGLI STUDI

A. Ogni allieva deve essere munita di un « libretto di profitto » la cui autenticità deve essere garantita dall'autorità competente e nel quale devono essere specificati:

— notizie dettagliate sull'istruzione pratica ricevuta;

— i risultati delle prove pratiche e degli esami;

— una valutazione delle attitudini personali e professionali dimostrate dall'allieva nel corso degli studi.

B. L'esame finale dovrà comprendere prove scritte, pratiche ed orali, e ne dovrà essere certificato il buon esito mediante il rilascio di apposito attestato.

ALLEGATO II

Ogni Parte contraente può dichiarare di riservarsi il diritto:

(1) di derogare alle disposizioni del capitolo II dell'allegato I disponendo che le candidate potranno aver raggiunto un livello intellettuale e culturale corrispondente all'ottavo anno dell'insegnamento generale;

(2) di derogare alle disposizioni del capitolo II dell'allegato I disponendo che le candidate possano non essere in possesso di un titolo scolastico;

(3) di derogare alle disposizioni del capitolo III dell'allegato I prevedendo un numero di ore di corsi teorici e tecnici diverso da quello previsto in detto capitolo;

(4) di derogare alle disposizioni del capitolo III dell'allegato I:

(i) fissando come materie facoltative del programma e della formazione pratica i servizi di maternità, l'igiene mentale, la psichiatria, l'assistenza alle persone anziane e la geriatria, oppure

(ii) eliminando dal programma di pratica ospedaliera l'igiene mentale e la psichiatria.

RACCOMANDAZIONI

I. *Età minima richiesta per l'ammissione alle scuole per infermiere*

La determinazione dell'età minima di ammissione alle scuole per infermiere non sembra dover essere fissata troppo rigidamente. Nei Paesi ove il programma includa l'insegnamento di nozioni generali, l'età di ammissione alle scuole per infermiere è molto inferiore a quella che è necessaria quando tali cognizioni vengono richieste in partenza.

Inoltre la maturità varia anche in rapporto alle condizioni sociali e climatiche.

In generale, le allieve non dovrebbero entrare in contatto con i malati e con l'ambiente ospedaliero prima di avere raggiunto un'età compresa fra i 17 e i 19 anni a seconda dei Paesi.

II. *Livello d'istruzione richiesto per le candidate alle scuole per infermiere* (vedi accordo, allegato I, cap. II)

La durata di 10 anni di insegnamento generale può non essere obbligatoria purché un insegnamento di minore durata permetta di giungere ad un livello culturale ed intellettuale equivalente.

III. *Durata e materie del programma d'insegnamento* (vedi accordo, allegato I, cap. III, primo paragrafo)

Nel caso in cui il numero complessivo delle ore di insegnamento dovesse essere superiore alle 4.600, le proporzioni indicate debbono essere rispettate in relazione all'orario minimo fissato.

IV. *Insegnamento pratico* (vedi accordo, allegato I, cap. III, *B*)

(*a*) I settori dell'insegnamento pratico devono essere proposti dal direttore della scuola d'accordo con la competente autorità nazionale.

(*b*) L'istruzione pratica deve essere organizzata dal direttore della scuola e posta sotto la sorveglianza delle istruttrici della scuola stessa.

(*c*) La disposizione di cui al n. 2 dell'allegato I capitolo III, *B*, che richiede l'esistenza di « personale di altre categorie in numero sufficiente onde evitare che all'allieva vengano affidate mansioni prive di valore educativo » ha lo scopo di garantire che le allieve infermiere non vengano impiegate in lavori non contemplati nel quadro dell'insegnamento e che debbono essere affidati ad altre categorie di personale.

(*d*) Le infermiere di cui al n. 3 dell'allegato I capitolo III, *B*, per quanto possibile, devono aver ricevuto un'istruzione pedagogica concernente l'insegnamento dell'assistenza infermieristica e dei principi amministrativi.

(*e*) Debbono del pari esser presi in considerazione:

— il numero dei malati,

— la varietà dei casi clinici presentati dagli ammalati,

— l'organizzazione dei servizi,

— l'esistenza di un insegnamento periodico durante l'utilizzazione del personale infermieristico,

— il numero massimo di allieve per ogni reparto,

— i metodi di insegnamento impiegati.

V. *Requisiti dell'organizzazione delle scuole per infermiere* (vedi accordo, allegato I, cap. IV)

(*a*) Direzione della scuola per infermiere

La direzione della scuola deve essere normalmente assistita e consigliata da un organo composto di infermiere idonee all'insegnamento e di rappresentanti di altre discipline quali la medicina, l'istruzione generale, i principi amministrativi, le scienze sociali.

(*b*) Corpo insegnante

Il coordinamento dell'applicazione dell'insegnamento teorico e di quello pratico deve essere affidato a delle istruttrici. L'istruttrice è un'infermiera educatrice, preparata per l'insegnamento teorico e pratico ed incaricata della supervisione dei corsi di pratica ospedaliera. Essa contribuisce alla istruzione e alla formazione professionale delle allieve. Il rapporto fra il numero delle istruttrici e quello delle allieve deve essere tale da assicurare un insegnamento ed un inquadramento adeguati. Si consiglia una proporzione di 15 allieve per ogni istruttrice.

(*c*) Impianto della scuola

Si devono prevedere locali sufficientemente spaziosi in rapporto al numero delle allieve della scuola, comprendenti: classi e sale di dimostrazione, piccole aule per il lavoro di gruppo, biblioteca e laboratorio. Dovrebbero inoltre essere previsti uffici individuali per il personale direttivo ed insegnante che lavora a tempo pieno.

(*d*) Materiale didattico

L'attrezzatura dovrebbe permettere un largo uso dei più moderni metodi di insegnamento. Dovrà essere attribuita particolare importanza all'impiego dei mezzi audiovisivi.

VI. *Documentazione che le infermiere devono presentare*

A. Un titolo di studio (diploma, certificato o altro) convalidato dalle autorità del Paese in cui è stato rilasciato o dalle autorità del Paese incaricato di garantirne l'autenticità.

B. Un estratto del libretto di profitto.

Tale estratto dovrà indicare:

— lo stato civile,

— i corsi pratici compiuti,

— i risultati ottenuti.

C. Una attestazione circa la conoscenza delle lingue.

Visto, *Il Ministro per gli affari esteri*
MORO

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 6 agosto 1973.

Nomina del presidente della commissione di coordinamento della Valle d'Aosta.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto l'art. 45 della legge costituzionale 26 febbraio 1943, n. 4, concernente lo statuto speciale della Valle d'Aosta;

Visto il proprio decreto in data 27 agosto 1966, con il quale il prefetto di 1ª classe dott. Carlo Gerlini venne chiamato, quale rappresentante del Ministero dell'interno e con le funzioni di presidente, a far parte della commissione di coordinamento della Valle d'Aosta;

Preso atto che il prefetto di 1ª classe dott. Gerlini è cessato da tale incarico per collocamento a riposo e che, pertanto, occorre chiamare a far parte della cennata commissione altro rappresentante del Ministero dell'interno;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 25 luglio 1973, con il quale il prefetto di 1ª classe dott. Marcello Parente è stato messo a disposizione della Presidenza del Consiglio dei Ministri, a decorrere dalla data predetta, per assumere l'incarico di presidente della commissione di coordinamento della Valle d'Aosta, quale rappresentante del Ministero dell'interno;

Decreta:

A decorrere dal 25 luglio 1973, il prefetto di 1ª classe dott. Marcello Parente è chiamato, quale rappresentante del Ministero dell'interno e con le funzioni di presidente, a far parte della commissione di coordinamento della Valle d'Aosta.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 6 agosto 1973

RUMOR

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 novembre 1973
Registro n. 8 Presidenza, foglio n. 312

(13610)

DECRETO MINISTERIALE 16 ottobre 1973.

Dichiarazione della condizione di crisi economica delle aziende industriali produttrici di apparecchiature telemetriche e ottiche per carri armati, di strumentazione aeronautica, di apparecchiature aerofotogrammetriche e di contatori elettrici operanti in provincia di Roma.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
I MINISTRI PER IL BILANCIO E LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA, PER IL TESORO E PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto l'art. 2 della legge 5 novembre 1968, n. 1115, concernente l'intervento straordinario della Cassa per l'integrazione dei guadagni degli operai dell'industria;

Visto l'art. 1 della legge 8 agosto 1972, n. 464;

Considerato che i lavoratori dipendenti dalle aziende industriali produttrici di apparecchiature telemetriche e ottiche per carri armati, di strumentazione aeronautica, di apparecchiature aerofotogrammetriche e di con-

tatori elettrici operanti in provincia di Roma sono sospesi dal lavoro o lavoranti ad orario ridotto in dipendenza della crisi economica;

Ritenuta la necessità di provvedere alla corresponsione del trattamento di integrazione salariale in favore delle maestranze di cui trattasi;

Sentite le organizzazioni sindacali interessate;

Udito il parere dell'ufficio regionale del lavoro di Roma;

Decreta:

E' dichiarata la sussistenza della condizione di crisi economica delle aziende industriali produttrici di apparecchiature telemetriche e ottiche per carri armati, di strumentazione aeronautica, di apparecchiature aerofotogrammetriche e di contatori elettrici operanti in provincia di Roma.

Il presente decreto ha effetto a decorrere dall'11 settembre 1972 e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 16 ottobre 1973

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
BERTOLDI

Il Ministro per il bilancio e la programmazione economica
GIOLITTI

Il Ministro per il tesoro
LA MALFA

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
DE MITA

(13586)

DECRETO MINISTERIALE 6 novembre 1973.

Sostituzione di alcuni componenti del comitato centrale di coordinamento per la distribuzione dei prodotti petroliferi agevolati per l'agricoltura.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 5 della legge 31 dicembre 1962, n. 1852, modificato con la legge 27 luglio 1967, n. 650, concernente la costituzione del comitato centrale di coordinamento che sovraintende alla distribuzione dei prodotti petroliferi agevolati per l'agricoltura;

Visto il decreto ministeriale in data 3 febbraio 1971 con il quale è stato costituito il predetto comitato centrale di coordinamento, per la durata di un triennio;

Visti i successivi decreti in data 15 giugno 1971, 15 febbraio 1972 e 5 ottobre 1972, con i quali si è provveduto alla sostituzione di tre componenti del comitato centrale medesimo;

Ritenuto che a seguito del collocamento a riposo del dott. De Paoli Livio e dell'ing. Musso Ubaldo occorre provvedere alla sostituzione del presidente del predetto comitato centrale e del rappresentante del Ministero delle finanze in seno allo stesso comitato;

Considerato che le funzioni di segretario devono essere esercitate da un funzionario della carriera direttiva dell'Amministrazione centrale delle finanze con qualifica non superiore a quella di direttore di sezione e che, pertanto, occorre provvedere alla sostituzione del dott. Cottone Salvatore, designato per la promozione a primo dirigente;

Decreta:

Art. 1.

Il dott. Svizzeretto Raul, designato per la promozione a dirigente superiore con funzione di ispettore generale, è nominato presidente del comitato centrale di coordinamento che sovraintende alla distribuzione dei prodotti petroliferi agevolati per l'agricoltura, in sostituzione del dott. De Paoli Livio.

L'ingegnere superiore dott. ing. Carcione Ennio è nominato componente del predetto comitato centrale quale rappresentante del Ministero delle finanze, in sostituzione dell'ing. Musso Ubaldo.

Il dott. Quattrocchi Filippo, direttore di sezione nel Ministero delle finanze, è nominato segretario del suindicato comitato centrale in sostituzione del dott. Cottone Salvatore.

Art. 2.

Le nomine di cui al precedente art. 1 decorrono dalla data del presente decreto ed hanno effetto fino alla durata in carica dell'anzidetto comitato centrale.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 6 novembre 1973

(13113) *Il Ministro*: COLOMBO

DECRETO MINISTERIALE 8 novembre 1973.

Approvazione di due tariffe di assicurazione sulla vita, con adeguamento, di un'opzione e di condizioni particolari di polizza, presentate dalla società per azioni Compagnia tirrena di capitalizzazioni e assicurazioni, con sede in Roma.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 13 febbraio 1959, n. 449, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Vista la domanda della società per azioni Compagnia tirrena di capitalizzazioni e assicurazioni, con sede in Roma, intesa ad ottenere l'approvazione di due tariffe di assicurazione sulla vita, con adeguamento, di una opzione e di condizioni particolari di polizza;

Viste le relazioni tecniche e le condizioni particolari di polizza allegate alla predetta domanda;

Decreta:

Sono approvate, secondo il testo debitamente autenticato, le due tariffe di assicurazione sulla vita, con adeguamento, l'opzione e le condizioni particolari di polizza qui di seguito descritte, presentate dalla società per azioni Compagnia tirrena di capitalizzazioni e assicurazioni, con sede in Roma:

Tariffa, relativa all'assicurazione di una rendita vitalizia differita, a premio annuo costante, adeguabile annualmente in base ad un parametro determinato, pagabile da un'epoca prestabilita qualora l'assicurato sia allora in vita, con la condizione della restituzione dei premi pagati e del relativo adeguamento in caso di sua premorienza;

Tariffa, relativa all'assicurazione mista, a premio annuo, di un capitale adeguabile annualmente, in base ad un parametro determinato, pagabile ad un'epoca prestabilita se l'assicurato sarà allora in vita, ovvero immediatamente, in caso di sua premorienza, (da applicarsi per capitali iniziali inferiori a L. 5 milioni);

Opzione al termine del differimento, per la conversione della rendita adeguabile annualmente in base ad un parametro determinato, in un capitale pagabile immediatamente;

Condizioni particolari di polizza per l'assicurazione di una rendita vitalizia differita con controassicurazione, a premio annuo costante, adeguabile.

Roma, addì 8 novembre 1973

p. *Il Ministro*: Bosco

(13157)

DECRETO MINISTERIALE 14 novembre 1973.

Iscrizione di un ecotipo di foraggera leguminosa nei registri delle varietà.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Vista la legge 25 novembre 1971, n. 1096, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 322, del 22 dicembre 1971, recante norme per la disciplina dell'attività sementiera;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 novembre 1972, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 44 del 17 febbraio 1973, concernente l'istituzione, per alcune specie di sementi, di registri di varietà aventi lo scopo di permettere l'identificazione delle varietà stesse;

Considerato che, a norma dell'art. 19 della citata legge 25 novembre 1971, n. 1096, l'iscrizione nei predetti registri è subordinata al parere di un'apposita commissione istituita presso il Ministero dell'agricoltura e delle foreste;

Visto il decreto ministeriale 29 marzo 1972, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 151, del 14 giugno 1972, relativo alla nomina, per il triennio 1972-1974, dell'anzidetta commissione;

Vista la lettera n. 1278 in data 15 ottobre 1973 con la quale il presidente della predetta commissione ha comunicato che la medesima, nell'adunanza dell'11 maggio 1973, ha deliberato di proporre al Ministro per l'agricoltura e le foreste l'iscrizione, nel « Registro delle varietà », di un ecotipo di foraggera leguminosa;

Visto il verbale della predetta adunanza dell'11 maggio 1973;

Ritenuto di accogliere la proposta come sopra formulata:

Decreta:

Articolo unico

E' iscritto, nei « Registri delle varietà », tenuti dalla sezione sementi dell'Istituto sperimentale per la cerealicoltura di Roma, il seguente ecotipo di foraggera leguminosa, la cui descrizione, approvata dalla commissione nella riunione dell'11 maggio 1973, è depositata, ai sensi dell'art. 26 della legge 25 novembre 1971, numero 1096, presso la sezione stessa:

1) *Ginestrino* « Dell'Alto Pesarese ».

Responsabile della conservazione in purezza: Ministero dell'agricoltura e delle foreste - Direzione generale della produzione agricola - Roma.

Zona di produzione: area delimitata a nord: dal confine regionale da Sorbano fino a S. Giorgio; a est: da S. Giorgio fino ad Urbino lungo la strada provinciale, da Urbino a Cagli passando per Fermignano ed Acqualagna, da Cagli a Pergola lungo la statale n. 424, da Pergola a Serra S. Quirico passando per Candino e Arcevia, da Serra S. Quirico fino a Angeli lungo la statale n. 76, da Angeli ad Apiro, da Apiro a Cingoli, da Cingoli a S. Severino Marche lungo la statale n. 502, da S. Severino Marche a Serrapetrona e a Caldarola, da Caldarola a S. Ginesio e a Servigliano passando per S. Angelo in Pontano, da Servigliano a S. Vittoria in Matenano, da S. Vittoria in Matenano fino al confine meridionale della regione passando per Rotella e Marino del Tronto; a sud: dai confini della regione della statale n. 81 alla estrema punta ovest della regione stessa; a ovest: dai confini della regione fino a Sorbano.

Roma, addì 14 novembre 1973

Il Ministro: Ferrari-Aggradi

(13151)

DECRETO MINISTERIALE 10 dicembre 1973.

Proroga per un trimestre del trattamento speciale di disoccupazione in favore dei lavoratori licenziati da aziende industriali del settore dei materiali di salvataggio e affini per navigazione marittima e aerea in provincia di Roma.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 4 e 8 della legge 8 agosto 1972, n. 464, concernente « Modifiche ed integrazioni alla legge 5 novembre 1968, n. 1115, in materia di integrazione salariale e di trattamento speciale di disoccupazione »;

Visto il decreto interministeriale 8 agosto 1973 con il quale è stata dichiarata la sussistenza della condizione di crisi economica delle aziende industriali del settore dei materiali di salvataggio e affini per navigazione marittima e aerea in provincia di Roma, con effetto dal 29 ottobre 1972;

Considerato che i lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale delle aziende predette hanno già fruito del periodo di 180 giorni del trattamento speciale di disoccupazione di cui all'art. 8, comma quarto, della legge 5 novembre 1968, n. 1115, che risulta terminato in data 5 dicembre 1973 e che alla data medesima permane in quella provincia la crisi di cui al citato decreto interministeriale;

Vista la proposta favorevole dell'ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Roma corredata dal parere delle organizzazioni sindacali interessate;

Decreta:

In favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale di aziende industriali del settore dei materiali di salvataggio e affini per navigazione marittima e aerea in provincia di Roma, il periodo di 180 giorni previsto per la corresponsione del trattamento speciale di disoccupazione di cui all'art. 8, comma quarto, della legge 5 novembre 1968, n. 1115, è prolungato di un trimestre con decorrenza dal giorno successivo al 180° di corresponsione.

Roma, addì 10 dicembre 1973

Il Ministro: Bertoldi

(13585)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Deposito dello strumento di ratifica dell'emendamento all'art. 61 dello statuto delle Nazioni Unite, adottato dalla Assemblea generale con risoluzione n. 2847 (XXVI) del 20 dicembre 1971.

Il 25 luglio 1973, in base ad autorizzazione disposta con legge 12 aprile 1973, n. 344, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 160 del 25 giugno 1973, è stato depositato a New York, presso il segretariato generale delle Nazioni Unite, lo strumento di ratifica dell'emendamento all'art. 61 dello statuto delle Nazioni Unite, adottato dall'Assemblea generale nella sua XXVI sessione con risoluzione n. 2847 del 20 dicembre 1971.

L'emendamento, ai sensi dell'art. 108 dello statuto delle Nazioni Unite, è entrato in vigore il 24 settembre 1973.

(13598)

MINISTERO DELL'INTERNO

Conferimento di attestati di pubblica benemerenza al merito civile

Il Ministro per l'interno, in seguito a parere della commissione prevista dall'art. 2 della legge 15 febbraio 1965, n. 39, ha conferito i seguenti attestati di pubblica benemerenza al merito civile:

Bremmi Maria, il 5 agosto 1969 in Premia (Novara).

Gorgone Gaetano, il 18 settembre 1970 in Catania.

Cirielli Giovanni, brigadiere dei carabinieri, il 21 febbraio 1971 in Cellino S. Marco (Brindisi).

Colella Antonio, appuntato dei carabinieri, il 21 febbraio 1971 in Cellino S. Marco (Brindisi).

Castellano Donato, sergente della Marina militare, il 10 aprile 1971 in La Spezia.

Sirlo Pasquale, sergente della Marina militare, il 10 aprile 1971 in La Spezia.

(13589)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 239

Corso dei cambi del 14 dicembre 1973 presso le sottoindicate borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
Dollaro USA	605,50	606 —	606,50	605,50	604,50	606,05	—	605,50	606 —	606 —
Dollaro canadese	605,40	605,90	605 —	605,40	605 —	605,95	—	605,40	605,90	605,90
Franco svizzero	189,48	189,58	189,90	189,48	189,75	189,60	—	189,48	189,58	189,58
Corona danese	97,67	97,65	97,70	97,67	97,75	97,70	—	97,67	97,65	97,65
Corona norvegese	107,46	107,46	107,40	107,46	107,25	107,45	—	107,46	107,46	107,46
Corona svedese	133,64	133,64	133,65	133,64	133,75	133,64	—	133,64	133,64	133,64
Fiorino olandese	215,75	215,75	215,50	215,75	217 —	215,80	—	215,75	215,75	215,75
Franco belga	15,08	15,08	15,09	15,08	15,05	15,10	—	15,08	15,08	15,08
Franco francese	132,77	132,87	132,95	132,77	132,75	132,85	—	132,77	132,87	134,87
Lira sterlina	1398,10	1399,10	1400 —	1398,10	1402 —	1399,20	—	1398,10	1399,10	1399,10
Marco germanico	228,82	228,92	229,10	228,82	228,75	228,90	—	228,82	228,92	228,92
Scellino austriaco	31,11	31,11	31,15	31,11	31,20	31,12	—	31,11	31,11	31,11
Escudo portoghese	24,06	24,06	24,03	24,06	24,15	24,05	—	24,06	24,06	24,06
Peseta spagnola	10,682	10,682	10,68	10,682	10,68	10,68	—	10,682	10,68	10,68
Yen giapponese	2,167	2,167	2,17	2,167	2,18	2,16	—	2,167	2,16	2,16

Media dei titoli del 14 dicembre 1973

Titolo	Quotazione
Rendita 5 % 1935	106,925
Redimibile 3,50 % 1934	99,70
» 3,50 % (Ricostruzione)	91,325
» 5 % (Ricostruzione)	97,250
» 5 % (Riforma fondiaria)	95,50
» 5 % (Città di Trieste)	96,975
» 5 % (Beni esteri)	95,50
» 5,50 % (Edilizia scolastica) 1967-82	94,650
» 5,50 % » » 1968-83	93,775
» 5,50 % » » 1969-84	95,225
» 6 % » » 1970-85	99,375
» 6 % » » 1971-86	99,450
» 6 % » » 1972-87	99,925
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1976	100,30
Certificati di credito del Tesoro 5,50 % 1976	100,75
» » » 5 % 1977	99,925
» » » 5,50 % 1977	100,45
» » » 5,50 % 1978	99,90
» » » 5,50 % 1979	99,95
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1974)	99,10
» 5 % (» 1° aprile 1975)	97,450
» 5 % (» 1°-10-1975) II emiss.	97 —
» 5 % (» 1° gennaio 1977)	95,50
» 5 % (» 1° aprile 1978)	94,875
» 5,50 % (scad. 1° gennaio 1979)	99,050
» 5,50 % (» 1° gennaio 1980)	99 —
» 5,50 % (» 1° aprile 1982)	98,775

Il contabile del portafoglio dello Stato: FRATTAROLI

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 14 dicembre 1973

Valuta	Cambio
Dollaro USA	605,875
Dollaro canadese	605,75
Franco svizzero	189,565
Corona danese	97,70
Corona norvegese	107,405
Corona svedese	133,615
Fiorino olandese	215,725
Franco belga	15,077
Franco francese	132,835
Lira sterlina	1398,925
Marco germanico	228,91
Scellino austriaco	31,106
Escudo portoghese	24,03
Peseta spagnola	10,681
Yen giapponese	2,166

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Smarrimento di titoli nominativi di debito pubblico

(Legge 6 agosto 1966, n. 651)

(*Unica pubblicazione*) Elenco n. 18

E' stata denunziata la perdita dei certificati nominativi indicati nel prospetto che segue ed è stata fatta domanda a questa Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, vengano rilasciati i corrispondenti nuovi certificati.

Entro sei mesi dalla data di pubblicazione del presente avvisc nella *Gazzetta Ufficiale*, chiunque dimostri di avervi interesse può ottenere la sospensione del pagamento degli interessi sui nuovi titoli osservando le formalità prescritte dalla suddetta legge.

Denominazione del debito	Numero di iscrizione	INTESTAZIONE DEI CERTIFICATI	Capitale nominale
			(Lire)
Prest. Ricostruzione Redim. 5%	46.418 (nuda proprietà)	Napolitano Aniello, nato a Cimitile il 30 settembre 1951, minore sotto la tutela di Perna Adamo, nato a Comiziano l'8 aprile 1911, domiciliato a Comiziano (Napoli). *Annotazione*: l'usufrutto vitalizio spetta a Finaldi Caterina, ved. Esposito, nata a Camposano il 22 ottobre 1881, domiciliata a Camposano frazione Faibano (Napoli)	100.000
Id.	46.419 (nuda proprietà)	Intestazione: come sopra. *Annotazione*: come sopra	200.000
Id.	46.420 (nuda proprietà)	Intestazione: come sopra. *Annotazione*: come sopra	100.000
Id.	57.126 (nuda proprietà)	Intestazione: come sopra. *Annotazione*: come sopra	5.000
Id.	57.127 (nuda proprietà)	Intestazione: come sopra. *Annotazione*: come sopra	100.000
Id.	57.128 (nuda proprietà)	Intestazione: come sopra. *Annotazione*: come sopra	300.000
Id.	57.129 (nuda proprietà)	Intestazione: come sopra. *Annotazione*: come sopra	100.000
Id.	57.130 (nuda proprietà)	Intestazione: come sopra. *Annotazione*: come sopra	10.000

Roma, addì 30 novembre 1973

(13451)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Nulla osta alla fusione del Credito cooperativo calabrese e della Banca popolare di Brancaleone in un'unica azienda di credito che assumerà la denominazione di « Credito popolare calabrese, società cooperativa a responsabilità limitata », con sede in Reggio Calabria, e autorizzazione a quest'ultima a sostituirsi nell'esercizio degli sportelli bancari delle due banche partecipanti alla fusione medesima.

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato in data 17 luglio 1947, n. 691;

Viste le deliberazioni, perfezionate nei modi di legge, adottate in data 29 aprile 1973 dalle assemblee straordinarie dei soci del Credito cooperativo calabrese, società cooperativa a responsabilità limitata con sede in Reggio Calabria, e della Banca popolare di Brancaleone, società cooperativa a responsabilità limitata con sede in Brancaleone (Reggio Calabria), relative alla fusione delle due società;

Visti gli atti pubblici aggiuntivi con i quali i presidenti del Credito cooperativo calabrese, società cooperativa a responsabilità limitata con sede in Reggio Calabria, e della Banca popolare di Brancaleone, società cooperativa a responsabilità limitata con sede in Brancaleone, avvalendosi della delega all'uopo ricevuta dalle predette assemblee straordinarie dei soci, hanno apportato, rispettivamente in data 13 e 19 giugno 1973, taluni emendamenti al testo delle deliberazioni assunte dalle assemblee medesime;

Dispone:

1) Nulla osta alla fusione del Credito cooperativo calabrese, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Reggio Calabria, con la Banca popolare di Brancaleone, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Brancaleone, mediante costituzione di una nuova azienda di credito denominata « Credito popolare calabrese, società cooperativa a responsabilità limitata », con sede in Reggio Calabria.

2) La banca risultante dalla fusione è autorizzata a sostituirsi con proprie dipendenze nell'esercizio degli sportelli delle due banche partecipanti alla fusione medesima.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 3 dicembre 1973

Il Governatore: CARLI

(13548)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELL'INTERNO

Graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 1ª classe vacante nella provincia di Cagliari

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto il bando di concorso in data 10 maggio 1973 per il conferimento del posto di segretario generale di 1ª classe vacante nella provincia di Cagliari;

Visto il decreto ministeriale in data 16 novembre 1973 con il quale è stata costituita la commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Viste le leggi 17 febbraio 1968, n. 107; 8 giugno 1962, n. 604; 9 agosto 1954, n. 748 e 27 giugno 1942, n. 851;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 1ª classe vacante nella provincia di Cagliari, nell'ordine appresso indicato:

1. Garzia dott. Ettore	punti	82,90	su 132
2. Tollis dott. Aldo	»	76,86	»
3. Mancini dott. Rocco	»	76,63	»
4. Salzano dott. Antonio	»	71,75	»
5. Mignone dott. Pasquale	»	70,18	»
6. Grenzi dott. Massimiliano	»	69,88	»
7. Zerbinati dott. Guerrino	»	67,42	»
8. Ghisu dott. Elio	»	65,25	»
9. Gerardi dott. Antonio	»	65 —	»
10. Lo Valvo dott. Guido	»	64,54	»
11. Dedoni dott. Livio	»	64,50	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 12 dicembre 1973

p. *Il Ministro*: RUSSO

(13663)

REGIONE PIEMONTE

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Cuneo

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

Visto il decreto del veterinario provinciale di Cuneo n. 400 in data 3 maggio 1969 con il quale veniva indetto un pubblico concorso, per titoli ed esami, a due posti di veterinario condotto vacanti in provincia di Cuneo al 30 novembre 1968;

Visto il decreto del veterinario provinciale di Cuneo n. 938 in data 3 novembre 1972 con il quale veniva costituita la commissione giudicatrice del concorso predetto;

Visti i verbali dei lavori e la graduatoria formulata dalla commissione e riscontratane la regolarità;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visti gli articoli 23 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, con le modifiche di cui al decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, e al decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 gennaio 1972, n. 4;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei concorrenti risultati idonei al concorso per i posti di veterinario condotto vacanti in provincia di Cuneo al 30 novembre 1968:

1. Basso Giuseppe	punti	74,300	su 120
2. Gazzola Agostino	»	72,318	»
3. Meineri Lorenzo	»	69,637	»
4. Perosino Giuseppe	»	69,303	»
5. Revelli Luigi	»	68,986	»
6. Roggia Giovanni	»	60,750	»
7. Viassone Giovanni	»	56,000	»
8. Prever Bruno	punti	54,000	su 120
9. Almonte Michele	»	53,000	»
10. Occelli Giovanni	»	51,000	»
11. Cristoni Pietro	»	50,000	»
12. Bo Bernardo	»	49,500	»
13. Viale Leonardo	»	49,000	»
14. Montanari Cesare	»	48,000	»

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Bollettino Ufficiale della regione Piemonte, nel Foglio annunzi legali della provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'ufficio del veterinario provinciale di Cuneo, all'albo pretorio della prefettura di Cuneo e dei comuni interessati.

Cuneo, addì 3 dicembre 1973

p. Il presidente
Il veterinario provinciale: RONCAROLO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

Visto il proprio decreto n. 1937/73 in pari data con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei al concorso per due posti di veterinario condotto vacanti in provincia di Cuneo al 30 novembre 1968;

Viste le preferenze espresse per le sedi messe a concorso dai concorrenti dichiarati idonei secondo l'ordine della graduatoria;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visti gli articoli 23 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, con le modifiche di cui al decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, e al decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 gennaio 1972, n. 4;

Decreta:

I seguenti candidati idonei sono dichiarati vincitori del concorso pubblico, per titoli ed esami, ai posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Cuneo al 30 novembre 1968, per la sede indicata a fianco di ciascuno:

1) Basso Giuseppe: condotta consorziale di Murazzano - Marsaglia - Igliano - Roccaciglié - Belvedere Langhe;

2) Gazzola Agostino: condotta comunale di Cavallermaggiore.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Bollettino Ufficiale della regione Piemonte, nel Foglio annunzi legali della provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'ufficio del veterinario provinciale di Cuneo, all'albo pretorio della prefettura di Cuneo e dei comuni interessati.

Le amministrazioni del comune e del consorzio veterinario interessati, scaduto il sopraindicato termine di pubblicazione, provvederanno subito alla nomina dei veterinari dichiarati vincitori delle rispettive condotte.

Cuneo, addì 3 dicembre 1973

p. Il presidente
Il veterinario provinciale: RONCAROLO

(13666)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI MODENA

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Modena

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 546 del 9 dicembre 1971, con il quale venne bandito il concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto di Pavullo (2ª condotta) e Fanano, vacanti al 30 novembre 1971;

Visto il proprio decreto n. 1006 del 1° giugno 1973, con il quale venne nominata la commissione giudicatrice;

Visto il proprio decreto n. 1583 del 19 settembre 1973, con il quale vennero ammessi al concorso i candidati aventi diritto;

Visti i verbali e la graduatoria generale dei candidati dichiarati idonei formulati dalla commissione giudicatrice;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e successive modifiche;

Visto l'art. 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e successive modifiche;

Viste le leggi della regione Emilia-Romagna 11 ottobre 1972, n. 9 e 12 marzo 1973, n. 16;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei nel concorso indicati nelle premesse, così come è stata formulata dalla commissione giudicatrice:

1. Sorbelli Giovanni .	punti	60,209
2. Guidi Quirino .	»	55,839
3. Montanari Cesare .	»	54,555
4. Masini Gianni .	»	52,635
5. Rasori Paolo .	»	48,500
6. Cristoni Pietro .	»	46,000
7. Tazzioli Luciano	»	45,500
8. Becattini Giuseppe (nato il 29 agosto 1942)	»	45,000
9. Ventura Stefano (nato il 22 settembre 1942)	»	45,000
10. Baccini Luigi (nato il 21 febbraio 1944) .	»	45,000
11. Basini Giorgio (nato il 14 dicembre 1946)	»	45,000
12. Marani Francesco (nato il 16 dicembre 1944)	»	44,500
13. Morganti Roberto (nato il 18 aprile 1945)	»	44,500
14. Falzoni Carlo (nato il 25 aprile 1941) .	»	44,000
15. Cerchiari Bruno (nato il 19 giugno 1943)	»	44,000
16. Pradella Erminio (nato il 22 ottobre 1945)	»	44,000
17. Granelli Guido .	»	42,000
18. Fante Adriano .	»	41,500
19. Cerutti Materno	»	41,450
20. Angeli Angelo	»	39,060

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia e per otto giorni consecutivi, all'albo di questo ufficio, all'albo pretorio della prefettura e dei comuni di Pavullo e Fanano.

Modena, addì 16 novembre 1973

Il veterinario provinciale: BENIMEO

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1937 del 16 novembre 1973, con il quale è stata approvata la graduatoria generale dei candidati dichiarati idonei dalla commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto dei comuni di Pavullo (2ª condotta) e Fanano;

Viste le preferenze indicate dai concorrenti nelle domande per la partecipazione al concorso;

Visto l'art. 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, modificato dal decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 2 aprile 1968, n. 482;

Viste le leggi della regione Emilia-Romagna 11 ottobre 1972, n. 9 e 12 marzo 1973, n. 16;

Decreta:

I veterinari sottoindicati sono dichiarati vincitori del posto di veterinario condotto a fianco di ciascuno indicato:

1) Sorbelli Giovanni: Pavullo (2ª condotta);

2) Guidi Quirino: Fanano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo ufficio, all'albo pretorio della prefettura e dei comuni di Pavullo e Fanano.

Modena, addì 23 novembre 1973

Il veterinario provinciale: BENIMEO

(13554)

REGIONI

REGIONE FRIULI-VENEZIA GIULIA

LEGGE REGIONALE 13 giugno 1973, n. **48.**

Finanziamento dell'art. 16 della legge 27 ottobre 1966, n. 910 (II Piano Verde).

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 28 *del* 20 *giugno* 1973)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Per le finalità previste dall'art. 16 della legge 27 ottobre 1966, n. 910, è autorizzata la spesa di L. 780 milioni per ciascuno degli esercizi finanziari dal 1972 al 1976.

Per le stalle sociali potranno trovare applicazione le disposizioni di cui all'art. 4 della legge regionale 20 luglio 1967, n. 16.

Le richieste di finanziamento per le iniziative di cui al comma precedente e per quelle riguardanti le stalle singole di aziende coltivatrici dirette saranno accolte con priorità sulle altre.

Art. 2.

Nello stato di previsione della spesa del bilancio regionale per l'esercizio finanziario 1972, è istituito al titolo II — sezione V — rubrica n. 5 — categoria XI — il capitolo 825 con la denominazione: « Contributi per il miglioramento delle strutture aziendali sostitutivi di quelli previsti dall'art. 16 della legge 27 ottobre 1966, n. 910 » e con lo stanziamento di L. 780 milioni, cui si provvede mediante prelevamento di pari importo dall'apposito fondo globale iscritto al capitolo 1000 dello stato di previsione della spesa del bilancio regionale per lo esercizio finanziario 1972 (rubrica n. 5 dell'elenco 5 allegato al bilancio medesimo).

L'onere di L. 780 milioni autorizzato per l'esercizio finanziario 1972 fa carico al sopracitato capitolo 825 e quello analogo previsto per ciascuno degli esercizi dal 1973 al 1976 graverà sui corrispondenti capitoli del bilancio regionale per gli esercizi medesimi.

La presente legge regionale sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione.

Data a Trieste, addì 13 giugno 1973

BERZANTI

(13568)

REGIONE CALABRIA

LEGGE REGIONALE 27 novembre 1973, n. **17.**

Variazioni al bilancio di previsione per l'anno finanziario 1973.

(*Pubblicata nell'ediz. straord. al* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 39 *del* 3 *dicembre* 1973)

(13428)

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.